

Flash ISP est un bulletin d'information mensuel qui résume les faits nouveaux concernant l'action du personnel et des militants des syndicats qui représentent les travailleurs/euses des services publics. Pour vous abonner à ce bulletin, écrivez à communications@world-psi.org en indiquant la langue qui vous intéresse dans l'intitulé de votre message: "English", "Français", "Español", "Japonais" ou "Russe". Vous trouverez ci-dessous une sélection d'informations extraites d'éditions récentes de Flash ISP. Vous pouvez aussi télécharger une version PDF du dernier bulletin [ici](#).

Peter Waldorff est le nouveau Secrétaire général de l'ISP



Grande réussite pour le Congrès mondial de l'ISP organisé à Vienne, en Autriche, du 24 au 28 septembre. Les 1500 participant(e)s ont pris des décisions et tenu des discussions qui façonneront l'action de l'ISP au cours des cinq prochaines années. Tout le monde attendait avec impatience l'élection du nouveau Secrétaire général. Peter Waldorff, du syndicat danois HK-Stat, l'a emporté d'environ 800 000 voix sur son adversaire, Keith Sonnet, auquel il a rendu hommage. Peter Waldorff prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2008, après une période de collaboration avec le Secrétaire général sortant, Hans Engelberts, pour que la transition se fasse en douceur.

Le nouveau Secrétaire général a appelé à l'unité et à une emphase renouvelée sur nos défis futurs. « Nous ne serons pas victimes du passé, nous serons acteurs de l'avenir. À partir d'aujourd'hui, nous sommes unis. Je vous tends les mains à toutes et tous. Nous irons

de l'avant dans un esprit d'amitié, de solidarité et de réussite », a-t-il déclaré.

Waldorff est Président du syndicat HK-Stat depuis 2001. Il fait partie du Conseil exécutif de l'ISP depuis 1998 et siège également au comité permanent de la Fédération syndicale européenne des services publics.

La Présidente de l'ISP appelle à combattre le réchauffement planétaire



Dans son discours de bienvenue, la Présidente de l'ISP, Ylva Thörn, a déclaré que tous les pays devraient signer un instrument des Nations Unies, juridiquement contraignant, sur le changement climatique et inscrire les services publics de qualité au cœur de la lutte contre le réchauffement.

« Le réchauffement climatique pose un énorme défi qui appelle à une solidarité par-delà les continents, les frontières nationales et les générations, et entre les pays riches et les régions plus pauvres. Une riposte collective assortie d'une action publique concertée et déterminée s'impose pour contrer cette menace planétaire », a-t-elle commenté.

À propos de la campagne de l'ISP en faveur de services publics de qualité, Ylva a déclaré : « Notre objectif ? Que les services publics soient de si bonne qualité que

personne ne pourrait ne fût-ce qu'envisager des options privées. Il faut donc valoriser l'engagement et l'expérience des travailleurs et travailleuses et investir dans la formation professionnelle pour développer leurs compétences. » Elle a ajouté que les droits syndicaux et l'égalité sont des enjeux qui concernent également les services publics de qualité. Elle s'est montrée fière de l'orientation de l'ISP vers un meilleur équilibre entre hommes et femmes, en particulier au sein des conseils régionaux et sous-régionaux. Les femmes composaient plus de 40% des délégués.

[Cliquez ici](#) pour le communiqué de presse du Congrès: Les services publics doivent être le fer de lance de la lutte contre le réchauffement climatique.

Bienvenue à Vienne !



Les affiliés autrichiens de l'ISP ont préparé le Congrès de main de maître. Ils ont collaboré avec le secrétariat de l'ISP et ont eu la lourde tâche de veiller à ce que tout se passe sans accroc pour l'ensemble des participant(e)s. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés !

Lors de la séance plénière de la première journée du Congrès, les participant(e)s ont pu entendre les discours de bienvenue de Christian Meidlinger, Président de l'affilié autrichien GdG, du Chancelier fédéral Alfred Gusenbauer et de la Ministre fédérale des Affaires féminines, Doris Bures. L'après-midi a été marqué par un message vidéo de Juan Somavia, Directeur général de l'OIT, un discours de Guy Ryder, Secrétaire général de la CSI, et une allocution d'Alexandra Strickner, responsable du projet sur les informations commerciales de l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) et membre active du réseau "Notre monde n'est pas à vendre".

Fêter le Centenaire de l'ISP



Les festivités du Centenaire ont vraiment commencé le mardi 25 septembre, avec la rétrospective de l'histoire de l'ISP au travers de vidéos, d'extraits musicaux, de portraits, de photos, d'interviews et de discours.

La Présidente de l'ISP, Ylva Thörn, a souligné que nous devons connaître le passé pour planifier l'avenir. Elle espère que l'ISP pourra continuer à se battre pour les services publics de qualité pendant un siècle de plus.

Les femmes composent près de 70% des membres de l'ISP. Diane Wood, du Comité mondial des femmes de l'ISP, a expliqué aux délégué(e)s que le thème du Congrès des femmes tenu en 1984 à New York, « Les femmes et la paix », était encore plus d'actualité aujourd'hui.

Les autres enjeux de l'époque étaient l'équité salariale, les droits fondamentaux au travail, l'accueil des enfants et la protection des femmes qui travaillent à temps partiel. « Grâce à l'ISP, beaucoup de victoires ont été remportées depuis 1984 », a-t-elle déclaré.

Aimée Lukwasa, du syndicat Solidarité de la République démocratique du Congo, représentait les jeunes et les femmes lors de ces festivités. Elle a expliqué que ce sont les femmes qui souffrent le plus quand l'eau est privatisée et a proposé que les jeunes femmes soient formées et associées à la gestion de l'eau. «

L'eau ne devrait pas être privatisée, mais gérée dans le cadre de

partenariats public-public », a-t-elle expliqué, avant de conclure son discours par un cri du cœur « Vive les femmes ! Vive les jeunes ! Vive l'Afrique ! », qui résume parfaitement certains des grands enjeux pour l'ISP – et le monde entier – pour les cent prochaines années.



Irak : les pressions portent leurs fruits

Les pressions de l'ISP ont suscité une nouvelle réflexion sur les droits syndicaux en Irak. Abdullah Muhsin, de la Fédération générale irakienne des travailleurs et travailleuses, a indiqué à l'ISP que le Vice-premier ministre avait rencontré le syndicat pour discuter de la possibilité d'abroger les lois qui interdisent les syndicats de la fonction publique.

« Cette avancée est le fruit des pressions internationales exercées par les syndicats, dont l'ISP », a-t-il commenté. La motion d'urgence adoptée par le Congrès aurait donc fait son effet. Le gouvernement a également indiqué qu'il pourrait libérer les fonds syndicaux qui avaient été saisis.

Hangaw Abdullah Khan, de la Fédération kurde des travailleurs et travailleuses, a précisé : « Nous avons besoin d'un soutien international pour qu'un nouveau droit du travail soit adopté en Irak. »

La Fédération irakienne des conseils de travailleurs et travailleuses soutient également la résolution d'urgence qui appelle à la levée de l'interdiction des syndicats. La Fédération a demandé la création d'un comité de coordination pour lutter contre la privatisation et défendre les droits des femmes.

L'ISP a déclaré que l'interdiction générale de créer des syndicats dans le secteur public est contraire aux conventions des Nations unies et sape les efforts de construction de la démocratie. Une autre résolution de

l'ISP, proposée par l'American Federation of Teachers, s'oppose à la guerre en Irak et appelle le gouvernement américain et les partenaires de la coalition à se retirer du pays.

Le Congrès condamne la situation au Myanmar



Le 26 septembre, les délégué(e)s ont adopté une résolution d'urgence sur les récents événements survenus au Myanmar :
« Selon les dernières informations en provenance du Myanmar, plusieurs milliers de moines et d'autres protestataires ont recommencé à défiler dans les rues de Rangoun, malgré la répression sanglante menée par la police qui a frappé et arrêté des manifestants et effectué des tirs de sommation.
Le Congrès de l'ISP condamne sévèrement ces

actions et enjoint au régime birman de mettre fin à ces attaques contre la population et les travailleurs du pays. Il est tout à fait légitime que ceux-ci jouissent de la liberté d'association et exercent les autres droits démocratiques dont ils ont été privés pendant trop longtemps. Nous demandons une nouvelle fois au gouvernement du Myanmar de libérer tous les prisonniers politiques, y compris les travailleurs et les dirigeants syndicaux qui ont été arrêtés.

Le Congrès de l'ISP appelle la communauté internationale à ne pas se tenir à l'écart de ce conflit et à prendre des mesures concrètes en faveur d'un Myanmar libre et démocratique.

L'ISP écrira au gouvernement de Rangoun pour lui demander d'appliquer toutes les conventions de l'OIT et de respecter les droits fondamentaux des travailleurs et des syndicalistes.

Le Congrès de l'ISP tient à exprimer sa solidarité au peuple et aux travailleurs du Myanmar dans cette période difficile. »

Un forum sur la diversité sexuelle appelle à des droits pour les LGBT



Le deuxième forum international des LGBT, organisé conjointement par l'IE et l'ISP, s'est tenu les 21 et 22 septembre et a vu le lancement de la nouvelle édition de notre guide « Syndicalistes, ensemble pour les droits LGBT ». L'ISP et l'Internationale de l'éducation (IE) ont également créé le premier site syndical international consacré aux droits des travailleurs et travailleuses LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) : <http://lgbt.world-psi.org>.

Beaucoup de progrès ont été accomplis concernant les droits des LGBT, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Malgré les nombreuses améliorations législatives partout dans le monde, la discrimination institutionnalisée contre les travailleurs et travailleuses LGBT dans des domaines comme les retraites, la fiscalité, les congés, les politiques favorables à la famille et le harcèlement demeure monnaie courante dans beaucoup de pays. « Les syndicats mènent des campagnes nationales et internationales en faveur des droits des LGBT tout comme ils passeraient à l'action pour défendre les droits d'autres

LGBT tout comme ils passeraient à l'action pour défendre les droits d'autres groupes de travailleurs(euses). Nous revendiquons l'égalité au travail et dans la société, dans chaque pays et dans chaque région. Pour y parvenir, les travailleurs(euses) LGBT doivent s'affilier aux syndicats et réclamer un espace pour s'organiser », a expliqué Chidi King, Responsable des questions d'égalité et des droits. Le guide explique comment tirer parti des dernières évolutions et décisions des institutions internationales pour protéger les travailleurs et travailleuses LGBT, lutter contre la discrimination et renforcer leurs droits.

[Téléchargez ici le guide: Syndicalistes ensemble pour les droits LGBT!](#)

Faire de la place aux jeunes



Les syndicats doivent faire campagne sur les thèmes qui touchent les jeunes travailleurs et travailleuses et changer leurs méthodes de travail s'ils veulent les attirer en plus grand nombre. Les syndicats doivent également faire de la place aux jeunes pour que ceux-ci puissent mobiliser leur énergie et leur engagement envers la justice sociale et ainsi encourager d'autres jeunes à s'investir dans leur action. Tel était le message de la réunion des jeunes travailleurs et travailleuses qui s'est tenue le 23 septembre.

L'ISP a décidé d'accorder aux jeunes travailleurs(euses) une représentation garantie au sein de ses comités. Elle a déjà adopté un quota de 30% de jeunes, avec parité hommes-

femmes, dans tous ses programmes de formation.

Juan Gómez Carrillo, de l'affilié argentin UEJN, a déclaré que les syndicats doivent prendre conscience du fait que les jeunes composent une proportion croissante des effectifs dans le monde. « Près d'un cinquième de la population mondiale est âgée de 15 à 24 ans et 660 millions de jeunes seront au travail ou à la recherche d'un emploi en 2015. Ces jeunes sont l'avenir des syndicats, qui seront en décalage avec leur époque et s'éteindront s'ils ne s'intéressent pas davantage aux enjeux qui préoccupent les jeunes », a-t-il déclaré.

Atelier sur la santé



L'accès aux services de santé est l'un des droits les plus fondamentaux de chacun(e), a déclaré le responsable des services de santé de l'ISP, Jorge Mancillas, lors de l'ouverture de l'atelier sur la santé tenu le 25 septembre.

Jorge a précisé que les services de santé emploient près de 60 millions de personnes dans le monde. « Ces agent(e)s jouent un rôle très important, mais les services de santé, les personnels et les lieux de travail sont sous pression », a-t-il déploré.

Il a expliqué que la mondialisation et les exigences des institutions financières internationales et des multinationales contraignent les gouvernements à libéraliser et à privatiser tous les services publics, dont les soins de santé.

Les participant(e)s à cet atelier ont également pris connaissance d'un nouveau programme mondial de protection de la santé et de la sécurité des personnels de santé. Lancé par l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2007, ce plan d'action d'une durée de 10 ans vise à protéger la santé et la sécurité au travail et à garantir l'accès aux soins de santé pour tous les travailleurs(euses).

« L'ISP souhaite que ses affiliés participent à une campagne de mise en œuvre de ce plan. Il est très important d'éviter les souffrances humaines et de protéger la santé des travailleurs et travailleuses contre tous les types de danger », a expliqué Jorge.



S'unir pour atteindre les OMD relatifs à l'eau

Lors de l'atelier sur les services publics de distribution tenu le 25 septembre, l'ISP a appelé les syndicats et les entreprises à unir leurs forces pour aider les pays en développement à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Les Nations Unies ont reconnu que beaucoup de pays ne réussiront probablement pas à atteindre d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'eau et à l'assainissement. Elles ont donc recommandé un nouveau programme mondial de partenariat entre opérateurs de l'eau en vue d'améliorer les résultats au travers d'une coopération accrue.

David Boys, représentant de l'ISP et membre du conseil consultatif des Nations Unies, a salué cette déclaration mais a ajouté que ces propositions constituaient également un défi pour les syndicats, qui devraient travailler main dans la main avec les entreprises pour améliorer les services dans le pays et à l'étranger. « Avec cette initiative, les Nations Unies reconnaissent que les travailleurs(euses) et leurs syndicats représentent une source de compétence et d'expérience incontournable et souhaitent stimuler les efforts d'amélioration des services d'eau et atteindre les Objectifs du Millénaire. Mais pour cela, il faut que les gouvernements et les services publics de distribution de niveau national et local adhèrent également au processus », a-t-il expliqué.

Le Prince Willem Alexander, président du Conseil consultatif des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement (UNSGAB), a reconnu le « rôle clé » que jouent les syndicats du secteur public. « Je salue votre action », a-t-il déclaré devant près de 300 participant(e)s. Le Prince a demandé à l'ISP et à ses affiliés de collaborer avec l'UNSGAB pour élargir les services publics de qualité à ceux et celles qui en sont actuellement privés. « La création de services de distribution d'eau et d'assainissement pour les milliards de personnes qui en ont besoin constitue une tâche titanesque mais aussi une formidable source d'emplois », a-t-il déclaré.

Équité salariale



L'une des actions les plus spectaculaires du Congrès a été la « Corde à linge de l'équité salariale ». Cette corde à linge avait été suspendue dans la galerie centrale du centre de congrès et accueillait les messages d'équité salariale inscrits par les participant(e)s sur des t-shirts. La vue d'ensemble donnait une banderole haute en couleurs, avec des messages dans plusieurs langues.

La marche parrainée pour l'équité salariale organisée le 26 septembre a permis de recueillir 2 000 EUR pour les employées des centres Anganwadi en Inde, qui accueillent les enfants dans de petites structures de jour et

proposent également des dépistages de santé aux femmes ainsi que des compléments alimentaires aux enfants qui souffrent de malnutrition. Malgré ces responsabilités, ces femmes ne sont pas reconnues comme agentes de la fonction publique et ne perçoivent qu'un faible traitement, bien inférieur au salaire minimum.

Nora Wintour, Secrétaire générale adjointe de l'ISP, a déclaré : « Nous avons toutes et tous besoin de syndicats pour combler les écarts salariaux. »

Écouter les employé(e)s municipaux



Les syndicats des personnels municipaux peuvent contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement fixés par les Nations Unies, parce que des services publics de qualité constituent la meilleure option viable face à la pauvreté. Ces services devraient être à l'abri des privatisations, comme il a été expliqué lors de l'atelier sur les services municipaux du 26 septembre.

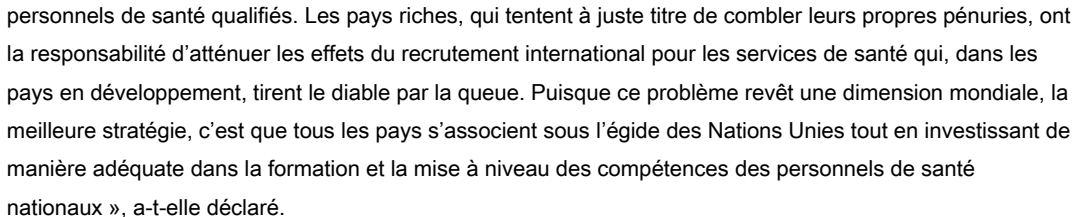
Les délégué(e)s ont découvert l'expérience norvégienne de « municipalité modèle », qui repose sur une collaboration tripartite entre la classe politique, l'administration et les syndicats dans l'objectif de façonner des services de qualité fondés sur les idées émises par les employé(e)s municipaux eux-mêmes. Cette expérience constitue un moyen proactif de modifier l'équilibre au sein des municipalités en donnant plus de poids aux employé(e)s. Ces derniers connaissent les besoins de la population et savent mieux que quiconque comment améliorer les services. Cette initiative s'inscrit dans la ligne de la politique de l'ISP selon laquelle tous les citoyen(ne)s devraient avoir accès à des services sociaux publics et personnalisés de grande qualité et les précieuses expériences et connaissances des travailleurs(euses) doivent être mises à profit.

Le syndicat norvégien NUMGE perçoit l'expérience de municipalité modèle comme une stratégie anti-privatisation. Plus qu'une simple démarche d'opposition à l'externalisation, à la privatisation et à la

commercialisation, elle constitue une stratégie différente.

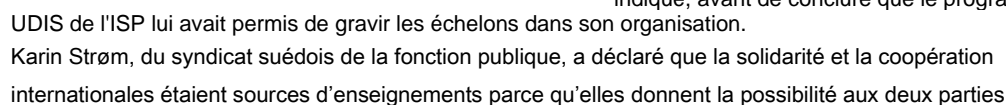
L'ISP prépare des supports de campagne destinés à renforcer la capacité des syndicats à promouvoir les droits des travailleurs(euses) municipaux et l'accès de tous les citoyen(ne)s à des services publics de qualité.

Downloaded from <https://www.cambridge.org/core>. University of Cambridge, on 01 Jun 2018 at 10:00:00, subject to the Cambridge Core terms of use, available at <https://www.cambridge.org/core/terms>. <https://doi.org/10.1017/9781315329418.008>



« Beaucoup de pays industrialisés agissent comme si l'offre de professionnels de la santé des pays en développement était inépuisable. Il existe en réalité une pénurie mondiale, qui se ressent surtout dans les pays en développement qui exportent des

Ensemble, je suis forte



« Les femmes devraient faire de la politique, pas du café ! », s'est exclamée Prema Walter, du syndicat indien INEECLU, lors de l'atelier sur le renforcement syndical et la solidarité internationale (UDIS). Elle a déclaré que les femmes ne participent pas aux activités syndicales parce qu'elles doivent s'occuper de la famille et qu'elles craignent le sentiment de supériorité des hommes. Il faut des initiatives de participation et de formation si l'on veut que davantage de femmes s'investissent dans les syndicats. « Les femmes doivent prendre confiance en elles et renforcer leurs compétences en matière de syndicalisation et d'organisation d'activités de formation », a-t-elle indiqué, avant de conclure que le programme

d'échanger des connaissances qui leur permettent de comprendre le contexte international et mondial.

« L'échange de compétences et d'expériences facilité par ces projets est positif et important pour notre organisation en Suède », a expliqué Strøm. « Notre nouveau slogan pour la solidarité internationale est: Ensemble, je suis forte », a-t-elle ajouté.

Dire NON à la corruption



Prenant la parole lors de l'atelier sur le rôle que peuvent jouer les syndicats dans la bonne gouvernance, le Dr Stuart Gilman, de la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC), a exhorté les syndicats du secteur public à « passer à l'action et à dénoncer la corruption. Les syndicats du secteur public doivent davantage prendre position publiquement à propos du besoin d'intégrité, composante essentielle d'un gouvernement démocratique décent. » Il souhaite que les syndicats profitent de ce créneau avant qu'il ne soit trop tard, dans cinq ans, quand la convention sera « de l'histoire ancienne ». L'atelier était organisé par le syndicat philippin PSLink et Unicorn, le réseau syndical mondial contre la corruption.

L'animatrice de l'atelier, Annie Geron, de PSLink, a déclaré qu'il était vital que les syndicats améliorent l'image du secteur public. Son syndicat a fait de la campagne contre la corruption une partie intégrante de l'action syndicale aux Philippines. « Nous avons fait le lien avec l'aspect économique. Nous avons traduit en exemples concrets

l'impact de la corruption sur la qualité des services publics, notamment l'augmentation du prix des médicaments à cause des pots-de-vin ou le fait qu'il n'y ait qu'un manuel scolaire pour dix enfants », a-t-elle expliqué.

L'ISP appelle ses affiliés à participer au défi "DEBOUT ET MANIFESTEZ contre la pauvreté" le 17 octobre prochain



manifestent contre la pauvreté et les inégalités. Pendant le Congrès mondial de l'ISP à Vienne, les 1.500 participants se sont levés tous ensemble pour

L'ISP soutient activement l'action mondiale organisée les 16 et 17 octobre prochains par le mouvement Appel mondial à l'action contre la pauvreté (GCAP selon l'acronyme anglais) et la Campagne du Millénaire des Nations Unies.

Nous invitons l'ensemble de nos affiliés à organiser au cours de ces deux journées des actions visant à faire pression sur leur gouvernement respectif pour qu'il mette fin à la pauvreté et œuvre en faveur des Objectifs du Millénaire pour le

Développement (OMD).

Les 16 et 17 octobre prochains, l'ISP demande à ses affiliés du monde entier à se mettre debout et à manifester contre la pauvreté et les inégalités.

Vienne, les 1.500 participants se sont levés tous ensemble pour



www.standagainstopoverty.org.

Merci de nous informer sur les activités que vous réaliserez en écrivant à communications@world-psi.org

Non à la pauvreté et à l'inégalité

Suite au succès sans précédent remporté l'année dernière par la journée mondiale d'action contre la pauvreté, l'alliance Global Call to Action against Poverty (Action mondiale contre la pauvreté : AMCP) lancera un nouvel appel le 17 octobre 2007. Le signe distinctif des membres et des partisans de l'AMCP sera, partout dans le monde, un bandeau blanc, qui témoignera de leur refus de la misère et confèrera une grande visibilité à ce message de lutte contre la pauvreté. Vous trouverez davantage de renseignements au sujet de l'AMCP et de votre plate-forme nationale sur le site www.whiteband.org. Vous êtes invité à participer activement à cette mobilisation mondiale en organisant des activités pendant la Journée du bandeau blanc, le mercredi 17 octobre. Pour plus d'informations, et pour télécharger des documents relatifs à cette manifestation, allez sur www.standagainstopoverty.org. Merci de nous informer des activités organisées par votre syndicat à cette occasion, en écrivant à nora.wintour@world-psi.org.

Présentations sectorielles

Dans la matinée du 27 septembre, les quatre domaines sectoriels de la politique mondiale et des objectifs stratégiques de l'ISP ont été présentés par: Larry Brown, NUPGE Canada, pour l'administration publique ; Olga Klimova, ALSWU, Russie, pour les employé(e)s municipaux et des services connexes ; Ethel Radebe, DENOSA, Afrique du Sud, pour les services de santé ; et Erhard Ott, Ver.di, Allemagne, pour les services publics de distribution. Ils(elles) ont recommandé la politique mondiale à adopter au Congrès et demandé à ce que l'ISP élabore des programmes pratiques et ciblés pour son suivi.



Politique mondiale et objectifs stratégiques

Pendant les séances plénières des 26 et 27 septembre, la politique



Pendant les séances plénières des 26 et 27 septembre, la politique mondiale et les objectifs stratégiques ont été présentés au Congrès et examinés par l'assemblée. La section « Conquérir les droits des travailleurs et des travailleuses » a été présentée par Jan Davdisen, Fagforbundet, qui a mis l'accent sur l'importance cruciale de cette question et les violations persistantes des droits syndicaux dans le secteur public. Sa présentation a été suivie d'un documentaire illustrant la répression dont est victime depuis quelques mois le syndicat Korean Government Employees Union. Ont également eu lieu des présentations sur la répression brutale au Salvador, en Colombie, au Tchad et en Palestine. Des orateurs(trices) de l'assemblée ont mis l'accent sur l'importance de la



solidarité internationale et le rôle de l'OIT et de l'ISP.

La section consacrée à l'égalité, l'équité et la diversité a été

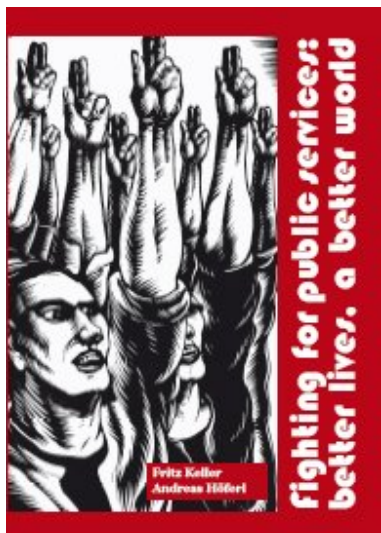
présentée par Gloria Mills, du syndicat britannique UNISON et Présidente du Comité européen des femmes de l'ISP, qui a expliqué que, malgré les avancées considérables accomplies au niveau international depuis 2002, il reste beaucoup de chemin à parcourir pour améliorer la représentation des femmes au sein des délégations et des structures décisionnelles des affiliés. Elle a vanté les mérites de cette politique et appelé à un renforcement continu des programmes d'égalité de l'ISP. Birthe Josephson, de Kommunal, a mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la campagne très réussie que mène l'ISP en faveur de l'équité salariale et son lien avec la campagne en faveur de services publics de qualité. Bill Lucy, de l'AFSCME et vice-président de la région interaméricaine, a expliqué que les syndicats ont un rôle vital à jouer pour remédier aux préjugés raciaux et aux autres formes de discrimination sur le lieu de travail. Hans Engelberts et Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'Internationale de l'éducation, ont donné le coup d'envoi du nouveau site Internet conjoint IE/ISP sur les travailleurs(euses) lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et, à la fin de la séance, de jeunes travailleurs(euses) sont entrés dans la salle de la plénière avec des pancartes et des messages à l'intention de l'assemblée.

La productivité est une question syndicale

Lors de l'atelier sur l'administration publique tenu le 27 septembre, Brendan Martin, de Public World, a déclaré que les syndicats devaient être favorables à une amélioration des services et des résultats, mais a réclamé de meilleurs outils d'évaluation de la productivité du service public. Public World réfléchit à de nouveaux moyens de mesurer la « valeur publique » aux côtés de Public Service Alliance (PSA), le plus grand syndicat de Nouvelle-Zélande. Brendan a appelé à une coopération internationale accrue entre les syndicats. « Il est très important de développer nos propres idées concernant la manière d'évaluer la valeur et la productivité des services publics », a-t-il déclaré.

Richard Wagstaff, de PSA, a déclaré qu'en Nouvelle-Zélande, la politique néoconservatrice du gouvernement dans les années 90 avait entraîné une dégradation des services parce que son modèle de productivité étouffait l'innovation et la prise de risque. Il a décrit un nouvel accord de partenariat, entre les syndicats, les entreprises et le gouvernement, qui favorise un « milieu de travail empreint de confiance », dans lequel le personnel est encouragé à faire preuve d'initiative et à s'associer à la communauté locale pour améliorer les services. L'atelier était coordonné par le Responsable de la promotion des services publics de l'ISP, Svend Robinson.

Livre d'histoire de l'ISP



Tous les participant(e)s au Congrès ont reçu un exemplaire de « Lutter pour les services publics », le recueil qui retrace l'évolution passionnante de notre fédération internationale. Le Secrétaire général de l'ISP, Hans Engelberts, a déclaré qu'au fil de son siècle d'histoire, notre organisation s'était adaptée pour relever les nouveaux défis. « Nous sommes aujourd'hui une véritable fédération mondiale, composée essentiellement de femmes et dont les affiliés se concentrent majoritairement dans l'hémisphère sud. Nous sommes également une fédération qui mène des campagnes aux côtés d'autres organisations pour construire des services publics de grande qualité et défendre les droits humains et l'égalité », a déclaré Hans.

Cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse www.books-psi.org, site sur lequel vous trouverez également un bon de commande à remplir si vous souhaitez le recevoir sur support papier. Une participation de 22 EUR l'unité, reversée au Fonds de solidarité du Centenaire de l'ISP, vous est demandée.

Merci de verser votre participation sur le compte 298 630 31.06.90-0 ou IBAN CH72 0844 0298 6303 1069 0. Internationale des Services Publics, Banque Coop, CP 3828, CH-1211 Genève, Suisse 3,

Suisse. Swift code: COOPCHBB. Veuillez indiquer sur le libellé du transfert « 100y fund ».

Tremblement de terre au Pérou



Le 15 août dernier, un violent tremblement de terre a frappé le Pérou, provoquant la mort de plus de 550 personnes et faisant de nombreux blessés. L'ISP lance un appel à la solidarité auprès de ses affiliés pour qu'ils viennent en aide aux victimes du séisme et contribuent aux travaux de reconstruction. Le fonds de solidarité permettra d'aider à reconstruire des locaux syndicaux et d'apporter une assistance humanitaire aux victimes et à leur famille. Merci

d'envoyer vos dons à l'adresse suivante :

N° de compte : 298 630 31.06.90-0 ou IBAN CH72 0844 0298 6303 1069 0

Internationale des Services Publics

Banque Coop

CP 3828

CH-1211 Genève 3

Suisse

Swift code : COOPCHBB

Veuillez indiquer « Pérou » sur les virements bancaires pour nous permettre d'identifier rapidement la destination de votre don. D'avance merci.

L'ISP recherche un/e consultant/e financier pour 12 mois

L'ISP recherche actuellement un/e consultant/e pour remplacer son Responsable des finances qui sera en congé parental jusqu'au 30 septembre 2008. Les candidat-e-s doivent avoir une expérience de chef comptable, de préférence dans une organisation internationale de type humanitaire, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais. Le poste est basé au Secrétariat de l'ISP à Ferney-Voltaire, à proximité de Genève. Etant donné qu'il s'agit d'un poste de consultant, l'ISP ne participera pas aux éventuels frais de déménagement. Pour de plus amples informations, aller sur www.world-psi.org.

Informations relatives au Congrès



Le Congrès mondial de l'ISP se tiendra à Vienne, en Autriche, du 24 au 28 septembre. Les participant-e-s ont déjà reçu des documents concernant son déroulement, les hôtels et les visas. Vous pouvez également télécharger les documents relatifs au Congrès sur le site Internet de l'ISP www.psi100.org.

Quelques changements ont récemment été apportés aux ateliers : n'oubliez pas que vous avez la possibilité de vous préinscrire aux ateliers sur Internet.

Nous informons les participant-e-s que nous ne pouvons plus satisfaire de nouvelles demandes de stand. Toutefois, les participant-e-s qui souhaiteraient

apporter une affiche ou une banderole de leur syndicat, sans avoir de stand, pourront simplement déposer ces matériels au Bureau d'information de l'ISP au Centre de Congrès, et le personnel de l'ISP les installera. Les participant-e-s devront reprendre leurs matériels à la fin du Congrès.



Université mondiale du travail : date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures pour suivre les cours de l'Université mondiale du travail arrive bientôt à échéance pour le Brésil et l'Afrique du Sud.

Au Brésil, la maîtrise universitaire « Economie sociale et travail » à l'Université

de Campinas est axée sur une perspective comparative basée sur l'économie du développement, le rôle des multinationales dans les pays du Sud et les stratégies syndicales contre l'inégalité et la pauvreté. Les candidatures doivent être déposées avant le 1er octobre. Contact : glu.brazil@eco.unicamp.br.

A l'Université de Witwatersrand, en Afrique du Sud, le programme s'articule quant à lui autour du thème « Travail et développement » et porte sur le rôle du travail en tant qu'agent actif de la transformation économique et politique. Les candidatures doivent être déposées avant le 15 septembre. Contact : Mandy.Moussouris@wits.ac.za.

L'ISP offre une bourse d'étude à un syndicaliste membre d'un affilié de l'ISP. Par conséquent, tout

syndicaliste, membre d'un affilié, qui bénéficie du soutien de son syndicat et qui est candidat à cette formation universitaire doit envoyer une copie de sa candidature à l'ISP afin que nous puissions établir une liste de personnes à parrainer. Ces copies doivent être adressées à Nora.Wintour@world-psi.org avant les dates limites indiquées ci-dessus. Veuillez noter que les candidat-e-s devront suivre les cours en anglais. Pour plus d'informations sur l'Université mondiale du travail et les cours, allez sur www.global-labour-university.org.

Conférence des jeunes travailleurs/euses de l'ISP en Océanie



Les participant-e-s provenaient des îles Cook, des Samoa, des îles Tonga, du Vanuatu, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Nouvelle-Zélande et des îles Fidji. La réunion a permis d'identifier divers problèmes auxquels les jeunes travailleurs/euses du Pacifique doivent faire face, et qui figureront dans une nouvelle charte « Pasifika » pour les jeunes travailleurs/euses. Cette charte soulignera la nécessité de promouvoir le respect à l'égard des jeunes travailleurs/euses, ainsi que l'égalité des chances en matière d'emploi, la formation, le

développement, et des conditions de travail acceptables. La migration des jeunes continue à poser problème dans tout le Pacifique : de nombreux jeunes travailleurs/euses sont contraints à émigrer pour trouver des conditions de travail décentes et un salaire juste. Les jeunes travailleurs/euses présents à la réunion souhaitent que le réseau Pasifika se réunisse une fois par an pour leur permettre de continuer à se développer, prendre de l'importance, et résoudre les problèmes des jeunes travailleurs/euses du Pacifique. Pour plus de détails (uniquement en anglais), [cliquez ici](#).

Réseau du secteur de la santé pour l'Afrique occidentale anglophone



Cette année, en octobre, la première Conférence du secteur de la santé pour l'Afrique occidentale, qui est financée par des syndicats, sera organisée par les affiliés de l'ISP au Nigéria. Etant donné que tous les syndicats ne disposent pas de ressources suffisantes pour assister à cette conférence, les représentant-e-s du Sierra Leone seront financés par les syndicats ghanéens, et les représentant-e-s du Libéria par les syndicats

suffisantes pour assister à cette conférence, les représentant-e-s du Sierra Leone seront financés par les syndicats ghanéens, et les représentant-e-s du Libéria par les syndicats nigériens. Le programme néolibéral appliqué dans les services de santé entraîne des répercussions négatives sur les travailleurs/euses, les syndicats et les usagers des services de santé, en particulier en ce qui concerne la migration, le VIH/SIDA et la restructuration du secteur de la santé. Le travail en réseau des syndicats au niveau sous-régional apparaît comme un outil efficace pour contrebalancer la politique menée par le gouvernement.

Les syndicats Nigerian Medical and Health Workers Union et Health Service Workers Union of Ghana ont commencé leur travail de coopération par des discussions et des échanges sur les problèmes du secteur de la santé, mais dès 2005 ils ont compris que le réseau ne serait efficace que si tous les syndicats du secteur de la santé participaient à cette coopération. La même année, les syndicats ont rédigé un protocole d'accord lors d'un atelier soutenu par le Bureau sous-régional de l'ISP. Ce protocole reconnaissait à quel point il était important de comprendre les réformes et de proposer des alternatives pour négocier avec le gouvernement, former des alliances avec la société civile, tirer des leçons les uns des autres et travailler en collaboration. Après cela, les activités liées au projet sous-régional coordonné par FNV ont constitué un forum permettant de poursuivre les discussions et les projets destinés à élargir et à renforcer le réseau. L'ISP aidera le réseau en lui transmettant des informations et des données, et en établissant un lien avec le Groupe de travail international de l'ISP sur le secteur de la santé. Pour de plus amples informations, contactez Khadija Mohamed, la Secrétaire sous-régionale de l'ISP (khadija.Mohamed@psi-africa.org) ou Jorge Mancillas, le Responsable des services de santé et des services municipaux à l'ISP (jorge.mancillas@world-psi.org).

L'ORIT et la CLAT poursuivent le processus de fusion dans la région Interamériques



Le processus de fusion syndicale se poursuit dans la région interaméricaine : les deux principales confédérations syndicales de la région (ORIT/CIOSL et CLAT/CMT) organiseront leur congrès d'unification en mars 2008. Certains points ont déjà été approuvés. Le siège de la nouvelle organisation se trouvera à Sao Paulo, et la Présidente sera Linda Chavez Thompson, de l'AFSCME/AFL-CIO. D'autres questions sont encore en cours de

discussion, comme le nom de la nouvelle confédération et le nombre de sièges dont disposera chacune des deux confédérations au sein du nouveau Comité exécutif.

Dans la région interaméricaine, le secteur public compte trois fédérations syndicales internationales : l'ISP, la CLATE et la CLATSEP. En mai, ces trois organisations se sont réunies et ont établi une déclaration de coopération conjointe et de reconnaissance mutuelle. La déclaration insiste notamment sur la lutte contre les politiques néolibérales, la défense des droits syndicaux, les services publics de qualité et la solidarité internationale. Une autre réunion est prévue en 2008. Pour davantage d'informations, contactez le Bureau régional interaméricain de l'ISP (ispamericas@verizon.net).

L'ISP s'associe à la Health Workforce Advocacy

Information



Depuis peu, l'ISP fait partie du Comité directeur de la HWAI, Health Workforce Advocacy Initiative (Initiative de sensibilisation du groupe de travail sur la santé), qui a remplacé le Groupe de travail de sensibilisation de l'AMPS. L'AMPS (Alliance mondiale pour les personnels de santé) est un partenariat destiné à identifier et à mettre en œuvre des solutions pour pallier la crise de la main-d'œuvre dans le secteur de la santé.

En qualité de membre du Comité directeur de la HWAI, l'ISP peut sensibiliser l'opinion à la crise des personnels de santé et préconiser des solutions efficaces. Ainsi, les affiliés de l'ISP du secteur de la santé seront mieux armés pour participer à des initiatives coordonnées au plan international, qui donneront vraiment la parole aux employé-e-s sur le terrain. La HWAI a également pour but de progresser en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le développement, car les objectifs liés à la santé ont accumulé un retard considérable par rapport aux prévisions. Allez sur www.healthworkforce.info/advocacy/ pour télécharger des documents récents de la HWAI. Pour en savoir plus sur l'AMPS, consultez le site www.who.int/workforcealliance.

Sortez la tête de la bouteille !



Les Nations Unies tirent la sonnette d'alarme : en 2025, les deux tiers de la population mondiale, c'est-à-dire plus de 5 milliards d'individus, n'auront pas accès à l'eau.

Comment est-il possible qu'une telle crise de l'eau éclate en une seule génération ? Les causes sont multiples, comme la pollution et la surconsommation d'eau, et les entreprises ont contribué à chacune d'elles. Aujourd'hui, face à la crise de l'eau, les entreprises cherchent à contrôler la situation en faisant de l'eau une marchandise rentable. L'eau en bouteille est l'un des exemples les plus probants du contrôle de l'eau par les entreprises. Partout dans le monde, certaines entreprises très puissantes privatisent nos ressources et nos systèmes publics d'eau, réduisant notre droit à l'eau à une occasion supplémentaire d'engranger des bénéfices. Les entreprises qui commercialisent de l'eau en bouteille ont trompé les consommateurs/trices en prétendant que l'eau en bouteille était très bonne pour la santé, alors qu'en réalité les bouteilles menacent notre santé et nos écosystèmes, qu'elles coûtent des milliers de fois plus que l'eau du robinet et qu'elles empêchent de contrôler démocratiquement, au niveau local, une ressource commune.

La campagne **Think outside the bottle** (Sortez la tête de la bouteille !) entend éduquer les consommateurs/trices d'eau et les encourage à boire de l'eau du robinet, régie par les municipalités, et à refuser l'eau en bouteille. Cette campagne a récemment dénoncé le scandale de Pepsi, qui vendait de l'eau du robinet en bouteille sous sa marque Aquafina. Pour plus de détails sur cette campagne, allez sur www.thinkoutsidethebottle.org.

Prix du Pire Lobbying de l'UE 2007



Le Prix du « Pire Lobbying de l'UE » sera décerné au lobbyiste, à l'entreprise ou au lobby qui, en 2007, aura employé les méthodes les plus trompeuses, les plus douteuses ou les plus équivoques dans ses efforts pour influencer les politiques de l'UE. L'édition de cette année prévoit également un prix particulier : le Prix du « Pire Ecoblanchiment » pour l'entreprise dont les publicités, les opérations de relations publiques et les arguments de lobbying seront le plus en décalage avec les impacts environnementaux réels de ses principales activités commerciales. Vous pouvez envoyer vos nominations jusqu'au 15 septembre, et les votes en ligne débiteront le 15 octobre et seront clôturés le 24 novembre. Pour en savoir plus, et obtenir un

formulaire de nomination, allez sur le site <http://www.worstlobby.eu/2007>.